
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLXXII

Du Mardi 29 Décembre 1789.

A peine le procès-verbal a-t-il été lu que M. Livret, membre de l'assemblée, a remis sur le bureau l'expédition de l'avis du comité des rapports, qui avoit excité tant de débats à la dernière séance. M. le président a ajouté que M. Livret disoit n'avoir demandé qu'une légalisation, & que ce député avoit demandé la parole sur cet objet. Alors M. Bailleul, député du Perche, a fait la motion expresse, que le procès-verbal fit mention, tant de la remise que du nom de celui qui l'avoit fait; qu'il persistoit d'autant plus dans cette motion, qu'une semblable surprise avoit été faite il y a quelque temps à M. Fréteau, & que la pièce signée ainsi avoit été imprimée & répandue avec profusion dans la ville de Bêlème, ce qui y avoit occasionné beaucoup de fermentation. M. Bailleul a demandé encore qu'il fût indiqué une heure pour le rapport de l'affaire de Bêlème, d'autant plus urgente, que les citoyens les plus distingués de la ville étoient dans les liens d'un décret, tels que les premiers officiers de la garde nationale, d'anciens officiers de cavalerie très-distingués, des officiers municipaux, des avocats, des médecins, un député suppléant de l'assemblée nationale; qu'enfin cette affaire étoit un tissu d'atrocités.

M. Fréteau a dit qu'il ne se rappelloit point d'avoir donné

Tome V.

X

sa signature pour aucune affaire de Bélème ; qu'il ne l'avoit sur-tout jamais donnée en place.

M. de Livret avoit obtenu la parole pour expliquer les faits qui le concernoient ; mais cette affaire a été renvoyée au lendemain.

Une discussion plus ourageuse s'est élevée sur la demande formée par M. Albert de Rioms , d'être entendu à la barre. Dès que sa lettre à M. le président a été lue , M. Bouche a demandé que l'affaire de Toulon fût mise à l'ordre du jour.

M. Goupilleau disoit que M. d'Albert de Rioms ne devoit être entendu qu'après que le rapport seroit fait.

» M. de Rioms est empressé plus que personne , a dit M. Malouet , de répondre au vœu de l'assemblée , & de donner les renseignemens les plus exacts sur toute sa conduite ; il est prêt à répondre.

» Il faudroit donc admettre aussi à la barre les députés de la ville de Toulon qui sont ici , a répliqué M. Charles de Lameth : je suis bien éloigné d'empêcher M. de Rioms d'être entendu ; mais il me semble que nous ne devons pas établir une discussion entre les parties , sur-tout dans une affaire d'une nature aussi active & aussi forte : je crois qu'il faut déclarer n'y avoir lieu à délibérer. »

M. Bouche a appuyé cette dernière opinion , en disant que M. d'Albert avoit distribué à l'assemblée un mémoire justificatif , qu'ainsi il avoit été entendu.

Un autre s'écrioit que sa justification avoit été déposée dans la Gazette de France.

MM. Nairac & Thuot ne cessent de citer l'exemple du procureur du roi de Falaise , qui avoit été entendu à la barre dans sa propre affaire ; mais M. Goyard a dit que cette demande devoit être ajournée jusqu'après le rapport , ce qui a été adopté , & le rapport a été renvoyé à l'ordre de deux heures.

Les religieuses clairistes de Nérac ont fait un don patriotique d'un contrat de rente au capital de 16,000 liv. sur le trésor royal ; ce bienfait a été arrêté par le défaut

des formes nécessaires pour aliéner les biens ecclésiastiques.

M. Fréteau a observé que ce don étoit une véritable aliénation : ne semble-t-il pas que ces formes utiles pour arrêter les gaspillages des cloîtres ou la dilapidation des biens de l'église , devroient disparaître quand le patriotisme & la bonne foi viennent au secours de la nation. L'offre des religieuses a été renvoyé au comité ecclésiastique.

Suivant l'ordre du jour , on devoit s'occuper de quelques articles constitutionnels , omis dans les décrets des municipalités & des départemens.

M. Target a exposé que les postes & les messageries dont les contestations étoient jugées par les intendans & les subdélégués devoient naturellement appartenir aux tribunaux d'administration qui seroient établis , & que pour ce qui concerne la partie administrative de ces objets , il falloit attendre qu'un nouveau régime fût substitué à l'administration actuelle : cet article a été en conséquence ajourné.

Un autre objet relatif à la comptabilité des intendans , des subdélégués , des commissions intermédiaires , des officiers municipaux & de tous autres comptables ou administrateurs actuels , a occupé ensuite l'assemblée.

M. Target a lu un article qui proscrivoit les règles de leur comptabilité ; aussi-tôt une foule de dénonciations ont été faites contre les intendans , les subdélégués & autres agens des différens pouvoirs.

« Il y a dans mon pays , disoit un député de Gex , un homme qui possède une foule de places incompatibles. Il n'avoit d'abord presque rien ; mais il étoit noble , subdélégué , syndic du pays , & il jouit aujourd'hui de 40 mille livres de rente. Il dit qu'il a rendu compte devant l'intendant ; il se prétend même créancier de la province : je demande qu'il soit tenu de rendre compte ».

« Je suis obligé de dénoncer aussi l'intendant de ma province , a dit M. Gautier de Biosat. Lorsque les receveurs des tailles rendent compte à l'intendant , les com-

mis passent aux receveurs des non-valeurs que ces mêmes receveurs comptent en billets aux intendans ».

M. Dupont de Bigorre a dit qu'il avoit aussi des comptes à faire demander relativement à une pension établie par les ordres de M. Taboureaux, sur sa communauté.

M. Regnaud pensoit que tous les comptables, même les officiers municipaux, devoient rendre compte de leur administration depuis trente ans.

Un autre vouloit que les adjudicataires des ponts au rabais fussent également forcés de rendre compte.

Toutes ces demandes paroissoient à M. Dumetz une inquisition dangereuse. « Le grand intérêt, disoit-il, est celui de voir enfin renaitre l'ordre ; & ce seroit un grand mal d'obliger les citoyens à rendre de nouveau des comptes déjà arrêtés, ce qui les exposerait à des vexations & à des imputations qui ne pourroient que troubler la paix des familles. Une grande nation doit employer des moyens de paix générale, & ne pas multiplier les infortunés, ni les ennemis de la révolution. »

M. Dumetz adoptoit en conséquence l'article du comité, qui tendoit à faire rendre aux administrations anciennes les comptes de leur administration devant chaque département.

« Je ne conçois pas, disoit M. Robespierre, comment l'assemblée nationale peut craindre de demander des comptes à d'honnêtes administrateurs, & comment elle n'y soumettroit pas des déprédateurs. Je ne crois pas qu'on puisse empêcher les peuples de demander compte de l'administration des dix dernières années, & d'y comprendre les subdélégués, les intendans, les états provinciaux & les commissions intermédiaires. Je propose en conséquence de décréter que les comptes pourront être revus au moins pour les dix dernières années, & dans cette obligation, seront compris les états provinciaux, & autres comptables administrateurs. »

M. Robespierre a ajouté un fait relatif au paiement de l'impôt de la milice, quoique le roi en eût exempté les

peuples par un arrêt du conseil, à cause des grêles qui avoient ravagé le royaume en 1788.

M. de Beaumés a demandé à répondre : « Je ne prétends pas, a-t-il dit, de nier le fait matériel, mais donner une explication qui prouvera que l'administration ne s'est pas rendue coupable d'une tyrannie odieuse. Le roi s'étoit réservé de demander le double de l'impôt de la milice en 1789, & l'on a demandé si des fonds disponibles pouvoient servir à payer les fonds destinés à la milice.

M. Mongin de Roquefort proposoit d'excepter de la révision des comptes ceux qui les ont rendus devant les communes & devant la cour des comptes.

« Ce seroit-là, disoit un autre député de Provence, rendre illusoire un droit principal de la Provence, de demander, pendant trente ans, les comptes aux administrateurs.

Un ecclésiastique, craignant que cette inquisition ne troublât le royaume, demandoit la question préalable.

M. le vicomte de Mirabeau demandoit la reprise d'une motion de M. Dambli, relative aux dénonciations calomnieuses, quoiqu'on eût jeté de la défaveur sur une pareille demande.

« Les dénonciations qui ont été faites dans cette assemblée, disoit M. Garat, sont d'une grande utilité pour déterminer les réglemens généraux que vous devez prononcer.

Ecarter la révision des comptes, ce seroit jeter un voile impénétrable. Il seroit cependant injuste de faire remonter trop haut ces révisions ; dix ans fussent contre toute espèce de comptable & d'administrateur ».

C'est l'opinion à laquelle se réduisoient MM. Giraud, Kispoorer, Pezon & Brunet de la Tuque.

M. de Montlausier & un autre député noble, demandoient que les héritiers & les veuves des administrateurs morts, ne pussent être poursuivis ; mais d'autres observoient qu'il n'étoit pas juste que les héritiers & administrateurs

infidèles s'enrichissent impunément, & qu'il n'y avoit que la peine qui dût être remise.

Suivant M. de Biancourt, toutes ces demandes ne tendoient qu'à établir une espèce de chambre ardente, qui feroit sortir du royaume beaucoup de personnes & de numéraire.

M. Bouche a proposé de décréter encore que l'assemblée exceptoit de la révision les comptes jugés par les cours supérieures.

M. Garat croyoit que c'étoit anéantir la demande en révision décennale que de décréter ainsi.

Un autre membre vouloit qu'on ajoutât à la motion de M. Bouche ces mots : *jugés contradictoirement*; ce qui a été rejeté.

M. d'Ambezieux s'est contenté d'observer que la chambre des comptes de Dauphiné a été obligée de passer des comptes en vertu d'arrêts du conseil. Il est certain que, par ce moyen, les intendans échapperont à toute comptabilité; mais MM. Dupont & Regnaud ont insisté fortement sur ce que les arrêts étoient les bases de la sûreté civile; que le sort & la tranquillité d'une foule de citoyens reposent sur des arrêts des cours supérieures, & qu'il étoit important de respecter & de faire respecter les arrêts & jugemens des tribunaux supérieurs; qu'ainsi il falloit adopter la motion de M. Bouche, & rejeter la question préalable qui avoit été proposée.

On est allé aux voix sur toutes ces différentes demandes, & l'on a décrété les articles suivans :

» Les états provinciaux, assemblées provinciales, commission intermédiaires, intendans & subdélégués, rendront aux administrations qui les remplaceront le compte des fonds dont ils ont eu la disposition, & leur remettront toutes les pièces & tous les papiers relatifs à l'administration de chaque département.

» Les corps municipaux actuels rendront de même leurs comptes à ceux qui vont leur succéder, & leur remettront tous les titres & papiers appartenans aux communautés.

« Dans les départemens où il y a des trésoriers & receveurs établis par les provinces , ils rendront également leurs comptes aux nouvelles administrations , les comptes des dix dernières années devant être revusés par les administrations de département , sans que les états provinciaux , commissions intermédiaires , ni aucuns autres administrateurs puissent en être dispensés.

Les poursuites ne pourront néanmoins se faire contre les héritiers & les veuves des administrateurs morts. L'assemblée nationale excepte du présent décret les comptes jugés par les cours supérieures.

M. Target a proposé ensuite un décret particulier qui devoit être sanctionné dans le jour & envoyé sans délai. Il est relatif aux fonctions judiciaires , tant en matière civile que criminelle , exercées dans plusieurs provinces par les officiers municipaux.

M. Reubell a demandé que les anciens officiers municipaux demeuraissent seulement pour juger jusqu'à ce que le pouvoir judiciaire fût organisé. Un mélange aussi bizarre parmi les nouveaux administrateurs , ne pouvoit être adopté sans inconvénient.

La question préalable a repoussé cet amendement , & l'assemblée a pris le décret suivant.

« Dans les provinces où les officiers municipaux sont en possession d'exercer des fonctions de la juridiction contentieuse ou volontaire , ceux qui vont être élus exerceront *par provision* les mêmes fonctions , comme par le passé , jusqu'à la nouvelle organisation de l'ordre judiciaire. »

Ce décret qui , comme on le voit , n'est pas constitutionnel , devoit être présenté hier à la sanction royale , pour parvenir dans les provinces en même temps que les lettres patentes expédiées sur le décret des municipalités , & dont M. le garde-des-sceaux vient d'annoncer à l'assemblée l'envoi dans tout le royaume , ainsi que du décret qui admet à tous les emplois publics , civils & militaires les non-catholiques.

On avoit commencé le rapport de la fameuse affaire de

Toulon , lorsque les députés de la commune de Paris ont été introduits à la barre. Une indisposition subite a empêché M. le maire de porter la parole à la tête de cette députation ; c'est ce que M. de Messémi a annoncé , en disant qu'il venoit offrir à l'assemblée un nouvel hommage au nom de la commune de Paris , & réclamer sa justice pour la fixation du département. Il a parlé du désir d'établir la plus grande égalité entre les Français ; de détruire toutes les anciennes semences de rivalité & de dissensions que les anciens privilèges avoient établis ; d'éloigner tout esprit particulier & tout intérêt différent de celui de la nation.

Après cet exorde l'orateur de la commune a lu l'adresse qu'elle présente à l'assemblée nationale , pour obtenir un département conforme à ses décrets. Nous la ferons connoître incessamment , cette demande devant intéresser tout la royaume.

M. le président a répondu que l'assemblée prendroit en considération l'adresse présentée par la commune de Paris , & qu'elle écouterait toujours avec intérêt les réclamations de la capitale , qui avoit fait de si grandes choses pour le liberté publique.

On a renvoyé au comité de constitution l'adresse de la commune , dont la fin sur-tout a été très-applaudie.

A ne juger des progrès de la révolution que par la fermentation qu'elle excite dans certaines têtes , on la croiroit encore loin d'être consolidée ; mais quand on considère que les amis de cette révolution sont à côté du trône ; qu'ils ne doutent pas un instant des succès de la liberté française , alors les défenseurs du peuple ne conçoivent plus de craintes sur le sort de la plus belle constitution politique ; & l'exemple de l'égalité civile donné par le frère du meilleur des rois , vient ajouter à l'opinion publique cette force irrésistible qui doit terrasser l'aristocratie en dévoilant ses perfides complots & ses trames odieuses.

Mais par quelle fatalité voudroit-on rendre suspect celui qui a voté le premier pour la liberté de la nation ? Cet art des calomniateurs est connu , de frapper les têtes les plus

respectables , & d'attaquer les réputations les mieux assurées ; c'est à la loyauté & à la franchise de déconcerter bientôt leurs projets.

A peine MONSIEUR a-t-il appris que ses principes étoient calomniés dans la capitale, qu'il s'est rendu à l'assemblée générale des représentans de la commune, pour leur exposer sa conduite & sa sensibilité.

Ce prince a envoyé à l'assemblée nationale son discours, avec la lettre suivante adressée à M. le président.

« Monsieur le président, la détention de M. de Faveras ayant été l'occasion des calomnies où l'on auroit voulu m'impliquer, & le comité de police de la ville se trouvant en ce moment saisi de cette affaire, j'ai cru qu'il me convenoit de porter à la commune de Paris une déclaration qui ne laissât aux honnêtes gens aucun des doutes qu'on avoit cherché à leur inspirer. Je crois maintenant devoir informer l'assemblée nationale de cette démarche, parce que le frère du roi doit se préserver, même d'un soupçon, & que l'affaire de M. de Faveras, telle qu'on l'annonce, est trop grave, pour que l'assemblée ne s'en occupe pas tôt ou tard, & pour que je ne me permette pas de lui manifester le desir que tous les détails en soient connus & publics. Je vous ferai très-obligé de lire de ma part cette lettre à l'assemblée, ainsi que le discours que je prononçai avant hier, comme l'expression fidelle de mes sentimens les plus vrais & les plus profonds.

» Je vous prie, M. le président, d'être bien persuadé de mon affectueuse estime ».

Signé L. STANISLAS XAVIER.

Discours prononcé par Monsieur, frère du roi, en l'assemblée générale des représentans de la commune de Paris, le samedi 26 décembre 1789.

M E S S I E U R S ,

Le desir de repousser une calomnie atroce, m'amène au milieu de vous. M. de Faveras a été arrêté avant-hier, par ordre de votre comité des recherches, & l'on répand aujourd'hui avec affectation que j'ai de grandes liaisons

avec lui. En ma qualité de citoyen de la ville de Paris, j'ai cru devoir venir vous instruire moi-même des seuls rapports sous lesquels je connois M. de Faveras.

En 1772, il est entré dans mes gardes-suiſſes; il en est sorti en 1775, & je ne lui ai pas parlé depuis cette époque. Privé, depuis plusieurs mois, de la jouiſſance de mes revenus, inquiet sur les paiemens conſidérables que j'ai à faire en janvier, j'ai deſiré pouvoir ſatisfaire à mes engagemens, ſans être à charge au tréſor public. Pour y parvenir, j'avois formé le projet d'aliéner des contrats pour la ſomme qui m'étoit néceſſaire : on m'a représenté qu'il ſeroit moins onéreux à mes finances de faire un emprunt. M. de Faveras m'a été indiqué, il y a environ quinze jours, par M. de la Châtre, comme pouvant l'effectuer par deux banquiers, MM. Schaumel & Sartorius. En conſéquence, j'ai ſouſcrit une obligation de deux millions, ſomme néceſſaire pour acquitter mes engagemens du commencement de l'année, & pour payer ma maiſon; & cette affaire étant purement de finance, j'ai chargé mon tréſorier de la ſuivre. Je n'ai point vu M. de Faveras; je ne lui ai point écrit; je n'ai eu aucune communication quelconque avec lui. Ce qu'il a fait d'ailleurs m'eſt parfaitement inconnu.

Cependant, meſſieurs, j'ai appris hier que l'on diſtribuoit avec profuſion, dans la Capitale, un papier conçu en ces termes :

« Le marquis de Faveras (Place Royale) a été arrêté avec madame ſon épouſe la nuit du 24 au 25, pour un plan qu'il avoit fait de faire ſoulever trente mille hommes, pour faire aſſaſſiner M. de la Fayette & le Maire de la ville, & enſuite de nous couper les vivres. MONSIEUR, frère du roi, étoit à la tête ».

Signé BARAUZ.

Vous n'attendez pas de moi, ſans doute, que je m'abaiſſe juſqu'à me juſtifier d'un crime auſſi bas : mais, dans un temps où les calomnies les plus abſurdes peuvent faire aiſément confondre les meilleurs citoyens avec les ennemis de la révolution, j'ai cru, meſſieurs, devoir au roi, à

vous & à moi-même , d'entrer dans tous les détails que vous venez d'entendre , afin que l'opinion publique ne puisse rester un seul instant incertaine. Quant à mes opinions personnelles , j'en parlerai avec confiance à mes concitoyens. Depuis le jour où , dans la seconde assemblée des notables , je me déclarai sur la question fondamentale qui divisoit encore les esprits , je n'ai pas cessé de croire qu'une grande révolution étoit prête ; que le roi , par ses intentions , ses vertus & son rang suprême . devoit en être le chef , puisqu'elle ne pouvoit pas être avantageuse à la nation , sans l'être également au monarque ; enfin , que l'autorité royale devoit être le rempart de la liberté nationale , & la liberté nationale la base de l'autorité royale.

Que l'on cite une seule de mes actions , un seul de mes discours qui ait démenti ces principes , qui ait montré que , dans quelques circonstances où j'aie été placé , le bonheur du roi , celui du peuple ait cessé d'être l'unique objet de mes pensées & de mes vœux : jusques-là j'ai le droit d'être cru sur ma parole. Je n'ai jamais changé de sentimens ni de principes , & je n'en changerai jamais.

Après la lecture de ce discours qui a produit la plus agréable sensation dans l'assemblée , il a été décidé que la lettre de MONSIEUR & la copie de son discours seroient insérées dans le procès-verbal.

M. le duc de Levis a dit que l'on pouvoit encore donner un autre témoignage flateur à un prince qui avoit montré tant de patriotisme ; il a proposé de décréter que le comité des recherches se concerteroit avec celui de la commune de Paris , pour être en état de faire , dans le plus court délai , son rapport à l'assemblée , afin qu'une affaire aussi grave soit bientôt connue de la nation. M. de Levis avoit inséré le nom de MONSIEUR dans une disposition du décret proposé ; c'est à ce sujet que M. Alexandre de Lameth a dit : « Que l'affaire dont il étoit question paroissoit d'une telle importance , qu'il pensoit , ainsi que l'auteur de la motion , que le comité des recherches devoit s'en occuper ; mais qu'il n'étoit pas également d'avis de la seconde partie

de la motion qui avoit rapport à MONSIEUR, frère du roi ; qu'il concevoit que MONSIEUR eût été affligé du bruit injurieux qui avoit été répandu sur son compte, mais qu'un libelle ne pouvoit être regardé comme une accusation ; que l'honneur de MONSIEUR lui étoit sans doute infiniment cher, mais qu'il l'étoit & devoit l'être autant à tous les citoyens, & que sous ce rapport il ne pouvoit y avoir entr'eux aucune distinction. » Il a conclu à la division de la motion.

M. Chapelier pensoit qu'il n'y avoit lieu à délibérer, puisque l'affaire étoit livrée aux tribunaux.

M. de Mirabeau pensoit, au contraire, comme M. de Lameth. Il disoit : » Que cet affaire n'étant éclose que d'une perquisition du comité de Paris, cette perquisition devoit être continuée en accordant au comité des recherches de l'assemblée une *auxiliarité* & une surveillance nécessaire. Quant aux libelles *qui salissent la liberté de la presse*, ils ne déshonorent plus que ceux qui les font ; enfin, l'honneur est une propriété aussi sacrée pour tous les citoyens, & ce qui regarde la personne du frère du roi dans le décret proposé, ne doit pas subsister.

L'assemblée a cru qu'elle ne devoit point délibérer sur cet objet, sans cependant entendre empêcher le comité des recherches de surveiller la poursuite de cette grande affaire.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^o. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.